

M. ...

Décision n° 2008-20 du 21 février 2008

L'AGENCE FRANCAISE DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE,

Vu le code du sport, notamment ses articles L.230-1 à L.232-31 et R.232-10 à R.232-98 ;

Vu le décret n° 2006-1768 du 23 décembre 2006 relatif aux procédures et sanctions disciplinaires en matière de lutte contre le dopage humain ;

Vu le décret n° 2007-41 du 11 janvier 2007 portant publication de l'amendement à l'annexe de la convention contre le dopage adopté par le groupe de suivi lors de sa 24<sup>ème</sup> réunion les 14 et 15 novembre 2006 à Strasbourg ;

Vu le décret n° 2007-1133 du 24 juillet 2007 relatif aux dispositions réglementaires du code du sport ;

Vu le procès-verbal de contrôle antidopage, établi le 28 avril 2007 lors du championnat interzone nord de culturisme, organisé à Houdain (Pas-de-Calais), concernant M. ... ;

Vu le rapport d'analyse établi le 29 juin 2007 par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage à la suite du contrôle mentionné ci-dessus ;

Vu la décision datée du 25 septembre 2007 de la commission disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la Fédération française d'haltérophilie, musculation, force athlétique et culturisme, relative au contrôle antidopage du 12 mai 2007 dont M. ... a fait l'objet ;

Vu le courrier daté du 2 novembre 2007 de la Fédération française d'haltérophilie, musculation, force athlétique et culturisme, enregistré le 5 novembre 2007 au Secrétariat général de l'Agence française de lutte contre le dopage, transmettant à l'Agence le dossier des poursuites disciplinaires engagées à l'encontre de M. ... ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Les formalités prévues par les articles R.232-88 à R.232-98 du code du sport ayant été observées ;

M. ..., régulièrement convoqué par une lettre recommandée du 1<sup>er</sup> février 2008, n'ayant pas comparu ;

Les débats s'étant tenus en séance non publique le 21 février 2008 ;

Après avoir entendu M. Laurent DAVENAS en son rapport ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.232-9 du code du sport : « *Il est interdit, au cours des compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par des fédérations sportives ou par une commission spécialisée instituée en application de l'article L.131-19, ou en vue d'y participer : - 1° D'utiliser des substances et procédés de nature à modifier artificiellement les capacités ou à masquer l'emploi de substances ou procédés ayant cette propriété ; - 2° De recourir à ceux de ces substances ou procédés dont l'utilisation est soumise à des conditions restrictives lorsque ces conditions ne sont pas remplies. - La liste des substances et procédés mentionnés au présent article est celle qui est élaborée en application de la convention contre le dopage signée à Strasbourg le 16 novembre 1989 ou de tout accord ultérieur qui aurait le même objet et qui s'y substituerait. La liste est publiée au Journal officiel de la République française* » ;

Considérant que, lors du championnat interzone nord de culturisme, M. ..., titulaire d'une licence délivrée par la Fédération française d'haltérophilie, musculation, force athlétique et culturisme, a été soumis à un contrôle antidopage, organisé le 28 avril 2007 à Houdain (Pas-de-Calais), dont les résultats, établis par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage le 29 juin 2007, ont fait ressortir la présence de canrénone, d'althiazide, de bumétanide, de méténolone et de son métabolite 3 $\alpha$ -hydroxy-1-méthylène-5 $\alpha$ -androstane-17-one, de clenbutérol et de 3'hydroxystanozolol, métabolite du stanozolol ; que ces substances, qui appartiennent, pour les trois premières, à la classe des diurétiques et autres agents masquants et, pour les trois dernières, à la classe des agents anabolisants, sont interdites selon la liste annexée au décret n° 2007-41 du 11 janvier 2007 susvisé ;

Considérant que les instances disciplinaires compétentes en matière de dopage de la Fédération française d'haltérophilie, musculation, force athlétique et culturisme n'ont pas statué dans les délais qui leur étaient impartis par les dispositions de l'article L.232-21 du code du sport ; qu'ainsi, l'Agence française de lutte contre le dopage a été saisie d'office sur le fondement des dispositions du 2° de l'article L.232-22 du code du sport en application desquelles elle est compétente pour infliger des sanctions disciplinaires aux personnes relevant du pouvoir disciplinaire d'une fédération sportive lorsque celle-ci n'a pas statué dans les délais prévus par la loi ;

Considérant qu'en vertu des prescriptions de l'article L.232-23 du code du sport, l'Agence française de lutte contre le dopage, dans l'exercice de son pouvoir de sanction, peut prononcer, à l'encontre d'une personne ayant utilisé une substance figurant sur la liste susmentionnée au cours d'une compétition ou d'une manifestation organisée ou autorisée par une fédération sportive ou en vue d'y participer, une interdiction temporaire ou définitive de participer aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par cette fédération ;

Considérant que, par un courrier recommandé avec avis de réception en date du 20 juillet 2007, M. ... a été informé par la Fédération française d'haltérophilie, musculation, force athlétique et culturisme de la possibilité qui lui était offerte de contester les résultats de l'analyse effectuée par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage ; qu'il n'a pas exprimé ce souhait ;

Considérant que l'intéressé n'a formulé aucune observation ni produit aucun document au cours de la procédure ouverte tant devant les instances fédérales que devant l'Agence ; qu'il s'est également abstenu de comparaître devant celle-ci ;

Considérant qu'en dehors du cas où est apportée la preuve d'une prescription médicale à des fins thérapeutiques justifiées, l'existence d'une violation des dispositions

législatives et réglementaires relatives au dopage est établie par la présence, dans un prélèvement urinaire, de l'une des substances mentionnées dans la liste annexée au décret du 11 janvier 2007 précité ; qu'aux termes de cette annexe, la consommation de canrénone, d'althiazide, de bumétanide, de méténolone, de clenbutérol et de stanozolol est strictement interdite ; que les faits relevés à l'encontre de M. ... sont de nature à justifier l'application des dispositions de l'article L.232-23 du code du sport ;

Considérant, par ailleurs, qu'à l'occasion d'un contrôle antidopage effectué le 12 mai 2007 à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), lors du championnat de France de deuxième division de culturisme, la présence de méténolone et de son métabolite, du métabolite du stanozolol, de mestérolone et de ses métabolites, de clenbutérol, de furosémide, de canrénone, d'althiazide et de bumétanide avaient été détectées dans les urines de ce sportif ; que la sanction de l'interdiction de participer, pour une durée de six ans, aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par la Fédération française d'haltérophilie, musculation, force athlétique et culturisme avait alors été prononcée à son encontre, par une décision prise le 25 septembre 2007 par la commission disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de cette fédération ; que cette sanction a pris effet le 25 août 2007, date à laquelle M. ... a été suspendu à titre provisoire ;

Considérant la particulière gravité des faits, notamment le nombre, la nature et l'association des substances détectées, qui caractérisent un véritable protocole de dopage et démontrent l'existence d'une volonté manifeste, de la part de l'intéressé, d'améliorer ses performances sportives,

Décide :

Article 1<sup>er</sup> – Il est prononcé à l'encontre de M. ... la sanction de l'interdiction de participer pendant six ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par toutes les fédérations sportives françaises.

Cette décision sera applicable jusqu'au terme de l'exécution de la sanction infligée le 25 septembre 2007 par l'organe disciplinaire de première instance compétent en matière de dopage de la Fédération française d'haltérophilie, musculation, force athlétique et culturisme, cette sanction ayant pris effet le 25 août 2007, date à laquelle l'intéressé avait été suspendu à titre provisoire.

Article 2 – La sanction prononcée par la présente décision prend effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Article 3 – La présente décision sera publiée :

- au « *Bulletin officiel* » du ministère de la Santé, de la jeunesse et des sports ;
- dans « *France Haltères* », publication de la Fédération française d'haltérophilie, musculation, force athlétique et culturisme
- dans « *Sports en plein air* », publication de la Fédération sportive et gymnique du travail ;
- dans « *En Jeu Magazine* », publication de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique.

Article 4 – La présente décision sera notifiée :

- à M. ... ;
- au ministre de la Santé, de la jeunesse et des sports ;
- à la Fédération française d'haltérophilie, musculation, force athlétique et culturisme
- à la Fédération sportive et gymnique du travail ;
- à l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique.

Une copie en sera adressée, pour information, à l'Agence mondiale antidopage, à la Fédération internationale de culturisme (IFBB) et à l'Union internationale de body-building naturel (UIBBN).

*Conformément aux dispositions de l'article L.232-24 du code du sport, la présente décision peut faire l'objet d'un recours de pleine juridiction devant le Conseil d'Etat dans un délai de deux mois à compter de sa notification.*